



Humanitaire

Enjeux, pratiques, débats

38 | 2014

Au défi de l'anthropocène : la nécessaire alliance des humanitaires et des environmentalistes ?

ONG humanitaires et environnementales : l'alliance nécessaire ?

Table ronde organisée le 15 mai 2014, animée par Christophe Buffet

**Anne Chetaille, François Grünewald, Guillaume Fauvel, Alix Mazounie et
Christophe Buffet**



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/humanitaire/2951>
ISSN : 2105-2522

Éditeur

Médecins du Monde

Édition imprimée

Date de publication : 1 juillet 2014
Pagination : 8-23
ISSN : 1624-4184

Référence électronique

Anne Chetaille, François Grünewald, Guillaume Fauvel, Alix Mazounie et Christophe Buffet, « ONG humanitaires et environnementales : l'alliance nécessaire ? », *Humanitaire* [En ligne], 38 | 2014, mis en ligne le 12 septembre 2014, consulté le 23 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/humanitaire/2951>

Table ronde

ONG humanitaires et environnementales : l'alliance nécessaire ?

Table ronde organisée le **15 mai 2014**

Animée par **Christophe Buffet**, consultant et chercheur en Adaptation au changement climatique

Anne Chetaille,
chargée de programmes internationaux au WWF France (World Wide Fund for Nature)

François Grünewald,
agronome, professeur associé au sein du master Humanitaire (Paris XII) et directeur général du Groupe URD (Urgence-réhabilitation-développement)

Guillaume Fauvel,
médecin, responsable du groupe santé-environnement à Médecins du Monde

Alix Mazounie,
chargée des politiques internationales au sein du RAC (Réseau Action Climat-France)

Christophe Buffet

Si nous avons fait le choix de ce thème pour ce débat et plus largement pour ce nouveau dossier de la revue *Humanitaire*, c'est qu'on a le sentiment que depuis une bonne quarantaine d'années les ONG

environnementales et humanitaires mènent leurs vies en parallèle. Les points de contact se font assez rares, les ONG de développement – plus promptes à prendre en compte les enjeux environnementaux – jouant d'une certaine manière le rôle d'acteurs pivots, capables de dialoguer avec ces deux familles d'ONG. Pourtant les urgences nées de catastrophes – plus ou moins – naturelles, possiblement imputables au changement climatique, interrogent de plus en plus les ONG humanitaires. On voit également que les enjeux environnementaux deviennent assez prégnants dans leurs programmes de long terme. Les ONG humanitaires et environnementales vont-elles enfin devoir croiser leurs routes ?

Quatre pistes de réflexion nous semblent envisageables. La première a trait aux enjeux : qu'est-ce qui incite à penser que ces deux familles d'ONG seront amenées à travailler de plus en plus ensemble et au nom de quels apports mutuels ? La deuxième part de l'état des lieux des collaborations existantes ou, à tout le moins, des espaces de préoccupations communs puisque, malgré tout, il en existe, qu'il s'agisse des 7^{es} universités d'automne de l'humanitaire de 2009, de la commission Climat de Coordination Sud ou du Réseau Action Climat, sans parler de l'éphémère « Urgence climatique » ayant précédé le sommet de Copenhague en 2009. Ces initiatives sont-elles vouées à disparaître avec les quelques bonnes volontés qui les portent ou sont-elles le signe d'un mouvement beaucoup plus profond de transformation du milieu humanitaire sous l'effet des questions environnementales ? Et comment ces initiatives françaises se situent-elles par rapport à celles de leurs consœurs anglo-saxonnes, voire du Sud ? Une troisième piste de réflexion questionne les raisons des blocages : viennent-ils de ce que les sociologues appellent des « cadrages », ces visions du monde qui font qu'à partir d'une même situation, on aboutit à des analyses différentes ou proviennent-ils de la difficulté à trouver des financements pour des

programmes transversaux mêlant humanitaire et environnement ? Enfin, dernière piste de réflexion : quelles seraient les voies à explorer pour développer davantage de plaidoyers et d'actions communes sur le terrain ?

Alix Mazounie

Le Réseau Action Climat rassemble l'essentiel des ONG environnementales travaillant sur les changements climatiques. Créé en 1997 au moment de la signature du protocole de Kyoto, il puise là sa raison d'être, à savoir la réduction des émissions de gaz à effet de serre dans les pays riches. C'est en 2006 seulement qu'il a étendu cet objectif aux pays en développement en créant un réseau d'associations africaines francophones essentiellement axées sur le développement. Ces ONG de terrain exprimaient alors un véritable désarroi par rapport aux impacts du changement climatique sur leurs projets, du fait d'événements qui détruisaient le bétail, les ressources alimentaires, les infrastructures et déstabilisaient les communautés. Il s'agissait alors aussi bien de phénomènes extrêmes que l'on connaît bien pour en entendre facilement parler que de phénomènes beaucoup plus discrets et lents mais tout aussi dévastateurs dans leur progression et leur impact¹. Ces derniers posent d'ailleurs des difficultés aux ONG tant on a parfois du mal à savoir s'ils relèvent d'un problème de développement ou du changement climatique ou si le changement climatique ne vient pas aggraver un problème de développement préexistant, entraînant du coup un effet domino sur la sécurité alimentaire, sur l'économie locale, voire nationale, etc. D'une certaine manière, on a pu aider ces ONG en relayant leurs préoccupations au niveau international, car jusque-là elles étaient inaudibles.

Ce réseau africain francophone travaille beaucoup à infléchir des politiques de développement qui sont aujourd'hui inadaptées quant aux impacts présents et à venir du changement climatique. C'est ainsi qu'à travers des plans locaux de développement, il s'agit de faire comprendre aux autorités locales comment

1. Lire dans ce numéro l'article de Jean-Christophe Gaillard, Ben Wisner et Bernardo Nava, « Petites catastrophes et réduction des risques », p. 60-69.

mieux intégrer l'impact du changement climatique, par exemple en dissuadant les populations de construire dans une zone susceptible d'être inondée ou en aidant les agriculteurs à prévoir un système de secours en cas de sécheresse imprévue sévère, etc.

Par ailleurs, la contrainte climatique arrivant en même temps qu'une grave crise énergétique, les pays africains doivent faire face aux impacts de la première tout en gérant la raréfaction des énergies fossiles. Le RAC profite de cette opportunité pour aider les populations locales à revoir complètement leur façon de se développer pour faire converger les questions climatique et énergétique avec celles de la pauvreté et de l'accès à des énergies renouvelables. Il est en effet aujourd'hui avéré que les crises climatiques renforcent ou créent des « trappes à pauvreté » à tel point que les classes moyennes qui sont en train d'émerger dans les pays en développement pourraient retomber dans la pauvreté à cause du changement climatique. Autant dire que nous sommes persuadés au RAC qu'on ne peut plus penser le climat sans le développement.

Ce n'était pas le cas il y a quelques années quand il semblait totalement normal de financer une centrale à charbon pour que les populations aient accès à l'énergie : la fameuse « adaptation » dont on parle beaucoup aujourd'hui n'était pas franchement à l'ordre du jour ! Des ONG de développement contestaient même la part trop grande prise par le climat au détriment de problématiques comme la santé ou l'éducation. Il faut avouer que l'on vient de deux mondes très différents : certains ingénieurs écologistes ont fait des tableaux Excel sur les émissions de gaz à effet de serre sans jamais avoir mis un pied en Afrique quand des agronomes développeurs se préoccupaient peu de climat. Se rapprocher nous a permis de nous familiariser avec les problématiques de développement et à convaincre nos interlocuteurs de l'importance du changement climatique. Ce que l'on avait commencé avec les ONG africaines francophones, on l'a poursuivi avec les ONG françaises et tout cela a fini par faire synthèse :

nous avons les expériences de terrain d'un côté et la capacité à construire et porter un plaidoyer de l'autre. Cela nous a demandé du temps, mais on est parvenu à articuler un message commun à défendre devant les pouvoirs publics.

Christophe Buffet

Il se trouve qu'au moment des premiers liens entre la commission Climat et Développement de Coordination Sud et le RAC, Anne Chetaille était alors au Gret : vous pouvez peut-être compléter cet historique ?

Anne Chetaille

Je suis au WWF France depuis deux ans en tant que chargée de programmes internationaux, plus spécialement responsable des relations avec l'Agence française de développement et le Fonds français pour l'environnement mondial, tout en m'occupant des questions de plaidoyer sur les enjeux de développement. Mais j'ai en effet travaillé auparavant huit ans au Gret, une ONG de développement où j'étais chargée de projets environnement et climat. Je m'intéressais en particulier à l'intégration des enjeux climatiques dans les interventions des ONG de développement, notamment à travers l'animation de la commission Climat et Développement de Coordination Sud.

Si je reprends cette ancienne casquette, je complétera ce que disait Alix Mazounie en précisant que le développement est entré dans le RAC par le biais d'une collaboration entre le Gret et le RAC. Ce dernier a appuyé la participation du Gret aux négociations internationales sur le climat entre 2003 et 2005 afin de suivre et d'apprécier les enjeux de développement. On a pu alors constater que plusieurs bailleurs de fonds et coalitions anglo-saxonnes se mobilisaient sur les liens entre le développement et le climat. L'idée de créer un groupe de travail Climat et Développement en France regroupant des ONG de développement et d'environnement a ainsi germé. La commission Climat et Développement de Coordination Sud a ainsi été créée en 2008, le RAC y jouant un rôle-clé. Un an plus tard, le RAC a

changé ses statuts pour permettre l'entrée des ONG de développement parmi ses membres.

Christophe Buffet

Avez-vous des exemples de blocages ou d'incompréhensions et de la manière dont ils ont été résolus ?

Anne Chetaille

Il est vrai qu'à l'époque, au sein de la commission Climat et Développement, on a surtout abordé le climat dans les négociations internationales. Cela semblait très abstrait et technique aux ONG de développement qui ont l'habitude de travailler sur le terrain, au contact des populations et des bénéficiaires directs. Elles avaient du mal à se sentir concernées. Petit à petit, grâce à un travail de sensibilisation, elles ont compris quel pouvait être leur rôle dans les négociations Climat, notamment en se focalisant sur des sujets plus concrets comme l'adaptation au changement climatique, l'agriculture ou la réduction des émissions liées à la déforestation. La gestion des ressources naturelles était une autre façon de faire le lien pour les ONG de développement. Même si je suis un peu plus loin de ce travail, j'ai l'impression qu'aujourd'hui chacun a bien trouvé son rôle et se complète mutuellement.

Christophe Buffet

Alix Mazounie, le RAC est en quelque sorte la section française du réseau international Climate Action Network : n'y avait-il pas là déjà des ONG de développement, voire humanitaires à côté des ONG environnementales ?

Alix Mazounie

À l'origine, le Climate Action Network (CAN) était composé d'associations issues essentiellement des pays du Nord et ayant une vision très axée sur les gaz à effet de serre, portant peu d'intérêt à la problématique du développement. Aujourd'hui, clairement, la majorité des associations présentes dans le CAN traitent de développement et d'humanitaire, et beaucoup viennent du Sud : cela change beaucoup de

choses dans la manière dont le CAN travaille. Paradoxalement, les frictions ont plutôt lieu entre les ONG de développement elles-mêmes, entre d'un côté des organisations type CCFD Terres solidaires mais aussi des ONG indiennes ou africaines, et de l'autre des ONG américaines : typiquement, ces dernières demandent d'intégrer l'agriculture dans les mécanismes carbone comme seul moyen de réduire les émissions dans le secteur agricole et de générer des financements alors que les premières s'y opposent fermement. S'agissant des ONG françaises, un blocage important portait sur les financements : certaines considéraient le climat comme un problème séparé du développement quand d'autres pensaient qu'il s'ajoutait au développement, avec les conséquences que cela implique, à savoir séparer ou lier la question de l'aide publique au développement (APD) de la question des financements de climat. Concrètement, à Copenhague en 2009, engagement avait été pris de mettre 100 milliards de dollars sur la table pour le climat. Pour les ONG environnementales du RAC, il était évident que cet argent devait s'ajouter au financement de l'APD, mais les ONG développementistes avaient du mal à comprendre notre discours. Par ailleurs, le RAC avait tendance à être un peu véhément quand il s'adressait à des acteurs qu'il ne connaissait pas du tout, comme l'Agence française pour le développement, alors que les ONG de développement avaient des relations plutôt bonnes et anciennes avec ce type d'institution. Aujourd'hui, en effet, on a trouvé un accord sur le fait que, sur le terrain, le changement climatique et le développement ne peuvent pas être séparés, mais que les besoins financiers s'additionnent. En termes de plaidoyer, on a essayé d'articuler un langage qui nous semble cohérent stratégiquement. Plus largement, on a trouvé pas mal de terrains d'entente et surtout une vraie complémentarité. À Copenhague, toutes les ONG environnementales avaient quitté les négociations - on a appelé cela le « traumatisme post-Copenhague » - si bien que le RAC s'est

retrouvé tout seul. De fait, maintenant, on se positionne très souvent ensemble, en amont des négociations, et cela fait une vraie différence dans le poids qu'on a vis-à-vis des négociateurs. Si la question des financements pour la lutte contre le changement climatique est aussi médiatisée aujourd'hui, c'est clairement parce qu'il y a de plus en plus d'associations de développement, souvent très importantes, comme Action contre la Faim ou Oxfam, qui se sont engagées et ont un poids certain auprès des décideurs. Elles l'ont fait aussi, il faut le dire, en nous interpellant parfois, comme sur le sujet des agro-carburants : beaucoup de politiques de déploiement des agro-carburants ont en effet été cautionnées par les ONG environnementales dans l'objectif de lutter contre le changement climatique alors qu'elles ont eu un impact extrêmement néfaste sur les populations du Sud, notamment par l'accaparement des terres. C'est une préoccupation que nous n'avions pas du tout dans notre radar d'ONG écologiste et elles nous ont d'une certaine manière renvoyés à notre responsabilité.

Plus largement, cela nous permet de réfléchir à la question fondamentale de savoir si notre priorité est le développement humain ou la lutte contre changement climatique sachant que, à terme, si on ne lutte pas contre ce dernier, il n'y aura plus de développement humain...

Anne Chetaille

Sur cette question de la conciliation entre développement et environnement, il est vrai que les grandes ONG de conservation, comme le WWF ou la Wildlife Conservation Society, ont longtemps eu une approche très défensive : caricaturalement, il s'agissait de « mettre sous cloche » des espaces naturels pour protéger certaines espèces animales, sans forcément prendre en compte les populations qui vivaient autour. Heureusement, elles ont pris conscience que leurs actions de conservation devaient être mises au service du développement, non pas en faisant elles-mêmes du développement puisque ce n'est pas leur cœur de métier, mais en s'assurant qu'elles bénéficiaient aux populations

dépendant des espaces naturels qu'elles défendaient. Dernièrement encore, j'étais à une formation interne sur les enjeux sociaux de la conservation où l'on s'interrogeait sur la meilleure façon de construire des projets prenant en compte les questions de développement. Et l'on se rend compte que le lien « lutte contre la pauvreté et biodiversité » est beaucoup plus complexe que certaines solutions toutes faites que l'on peut proposer, comme développer des activités alternatives génératrices de revenus en bordure de forêt en espérant que les populations prélèveront moins de ressources. Il y a une vraie réflexion au niveau du WWF sur ce sujet. Il nous faut être humbles dans notre façon d'agir et en interrogation permanente sur la valeur ajoutée que nous pouvons avoir sur le développement en lien avec les ONG concernées.

Christophe Buffet

Depuis le début de nos échanges, vous parlez toutes deux presque uniquement d'« ONG de développement » : la formule vise-t-elle les seules organisations de développement « pur » ou concerne-t-elle aussi des organisations menant des actions humanitaires ?

Anne Chetaille

Mon expérience dans une ONG de développement a sans aucun doute développé un tropisme en ce sens. Ceci étant, et malgré quelques contacts avec le Groupe URD ou la Croix-Rouge, c'est vrai que la connexion se fait plus facilement avec les ONG de développement qu'avec les ONG humanitaires.

Christophe Buffet

On y reviendra, je pense, car cela me semble central. Mais nous allons voir avec le docteur Guillaume Fauvel que, précisément, les ONG humanitaires – à l'image de Médecins du Monde – ont manifestement pris conscience de certaines problématiques environnementales.

Guillaume Fauvel

Pour faire un petit historique, la thématique santé-environnement avait déjà été évoquée à plusieurs

reprises ces dernières années à Médecins du Monde (MdM). Nous avons souvent tendance à en conclure qu'il s'agissait d'une problématique complexe car multifactorielle, avec des propositions d'intervention qui n'entraient pas forcément dans le cadre classique d'une ONG humanitaire de santé comme MdM. Qu'il s'agisse de l'impact des essais nucléaires à Mururoa ou de l'accident de Tchernobyl en Biélorussie, ou encore de la problématique de la contamination des sols par l'activité minière en Bolivie, nous y allions toujours de manière assez timide et finalement, sans action véritablement affirmée et solide. Mais chemin faisant, la maison a fini par s'intéresser un peu plus à ces questions, et l'on s'est rendu compte que c'était le social qui, d'une certaine manière, nous permettait de faire le lien entre santé et environnement : certaines des populations ciblées par Médecins du Monde, en grande difficulté d'accès aux soins de base, parce que dans une grande pauvreté et une grande exclusion, étaient en plus exposées à des facteurs environnementaux. Cela commençait donc à prendre sens de travailler sur cette approche globale.

Je pense également que ce qui nous a fait évoluer, c'est une compréhension plus forte de la problématique du développement durable : on ne peut pas être une ONG menant des programmes de promotion de la santé si on ne prend pas en compte l'environnement dans lequel vivent les populations.

Nous avons essayé de mettre en place cette action aux Philippines qui a la particularité de recevoir les déchets de pays voisins comme le Japon ou la Corée, gros consommateurs de matériels électriques et électroniques et qui, n'ayant pas toujours des filières de recyclage très abouties, trouvent plus facile de remplir des containers de déchets étiquetés « matériel à récupérer » qui finissent légalement ou illégalement à Manille. L'idée de départ était donc de travailler dans cette ville auprès d'une population pauvre de recycleurs informels cumulant un certain nombre de risques pour la santé. Par leur activité professionnelle, ils s'exposent en effet, eux et leurs familles, à des contaminants : d'une certaine manière, ils s'empoisonnent pour survivre. En démantelant des téléviseurs, des climatiseurs, des téléphones portables, ils sont au contact de métaux lourds, de produits chlorés ou de fumées toxiques qui impactent

leur entourage puisque le travail se fait dans les maisons, dans les cours, à côté des champs ou des rivières.

Le dialogue que nous avons engagé avec quelques organisations environnementalistes s'est révélé compliqué puisqu'elles se prononçaient plutôt pour le bannissement des produits toxiques et l'interdiction de cette activité dangereuse. Or on est en présence de petites familles de recycleurs qui, de toute façon, continueront à s'exposer parce que l'activité leur est nécessaire pour vivre. Une interdiction n'aurait pour effet que d'encourager une activité illégale, clandestine et sans doute encore plus dangereuse. C'est donc un vrai point d'achoppement avec des ONG comme Greenpeace, Blacksmith, Ban ou Ecowaste Coalition.

De notre côté, c'est donc une stratégie de réduction des risques que nous avons mise en place, consistant à accompagner ces communautés de recycleurs pour les aider à développer des solutions en leur sein, par des sessions de formation au démantelage à moindre risque, la distribution de matériels de protection ou l'installation de lieux collectifs dédiés au recyclage. En parallèle, on essaie de construire un plaidoyer autour de la reconnaissance de cette activité, dans un contexte de durcissement réglementaire sur les Philippines. Fin 2013-début 2014, un certain nombre de textes a été voté visant justement à l'interdiction de l'activité de recyclage. L'équipe de MdM à Manille prévoit dans les prochains mois de réunir tous ces acteurs environnementalistes pour essayer d'avancer ensemble sur un plaidoyer commun et réaliste.

Il est intéressant de préciser qu'en cherchant des financements, c'est vers la Fondation Veolia que nous nous sommes tournés. Autant dire que cela a créé du débat chez nous, certains n'admettant pas qu'on puisse « s'acoquiner » avec la Fondation d'une multinationale qui, dans certains pays du Sud, réalise des bénéfices sur ses activités d'assainissement et de l'eau. Mais nous l'avons validé car ce n'était pas qu'un partenariat financier, mais également technique : en se rapprochant de techniciens de Veolia, on a pu travailler avec des spécialistes du recyclage qui sont venus à Manille pour observer et faire des propositions très judicieuses, tout à fait adaptées au contexte des bidonvilles philippins, à base d'appareils peu coûteux,

facilement exploitables et reproductibles qui permettent à ces familles de travailler sans se mettre en danger comme elles le faisaient auparavant.

La question de l'accès aux soins et aux services de santé est au cœur de ce projet puisqu'on souhaite renforcer les compétences des services de santé basiques. Pour citer un exemple assez marquant, le service de toxicologie de l'un des grands hôpitaux publics de Manille qui recevait des enfants avec des plombémies et d'autres intoxications très élevées n'avait jamais fait d'enquête pour comprendre les sources des pollutions. Or, parmi les enfants hospitalisés, certains venaient précisément des quartiers où l'activité de recyclage est très forte... On essaie donc de renforcer les liens entre les acteurs du soin, de la toxicologie et de la santé primaire car c'est un enjeu très important pour nous que la prise en compte de ces questions de santé-environnement dans les services de santé.

Enfin, la démarche communautaire est aussi au cœur du programme : dans notre équipe, on a des agents de développement communautaire qui ont appris sur le terrain ce qu'étaient les problématiques santé-environnement. Et si ce projet fonctionne, c'est parce qu'ils ont permis à la communauté des recycleurs d'être sensibilisée, de chercher des solutions en son sein et de défendre sa position, à partir de ce que sont réellement son activité et sa vie.

Christophe Buffet

C'est un exemple extrêmement intéressant, à la fois en matière d'évolution au sein d'une ONG humanitaire comme Médecins du Monde mais aussi en termes de partenariat puisqu'il révèle comment le dialogue problématique entre MdM et les ONG environnementales a abouti à ce que MdM se rapproche d'une Fondation. Quel regard, François Grünewald, portez-vous sur ces liens entre humanitaire et environnement ?

François Grünewald

Au Groupe URD (Urgence-réhabilitation-développement), le souci de l'environnement est déjà présent au quotidien dans le fonctionnement même de notre structure à Plaisians, dans la Drôme. Avec les énergies

solaires thermiques et photovoltaïques, les compléments de chauffage sur une filière courte de bois déchiqueté, le captage des eaux de pluie sur tous les toits, les toilettes sèches, la phyto-épuration et la bio-isolation – mon bureau est en paille avec architecture bois! –, nous essayons de mettre en cohérence ce que nous vivons à notre siège et ce que nous préconisons à l'étranger. Il est également sous-entendu par la réflexion que nous menons autour des crises que nous appréhendons de manière globale (avant, pendant et après celles-ci) et qui pour nous sont toujours, d'une façon ou d'une autre, la conséquence de la relation problématique que l'homme entretient avec son environnement. La problématique du climat nous est véritablement apparue prégnante en 1998 avec Mitch, longtemps classé comme un des plus puissants ouragans depuis que sont enregistrées des données météorologiques et considéré comme une conséquence directe d'un phénomène climatique plus global, « l'Oscillation El Nino-La Niña », qui induit alternativement sécheresses et phénomènes cycloniques extrêmes, soit en Amérique centrale, soit en Asie du Sud-Est. Ces dynamiques d'amplitude jusque-là peu connues avaient plusieurs caractéristiques, notamment celle d'entraîner des catastrophes en cascade avec des impacts environnementaux importants comme des raffineries détruites, des pollutions, etc. Mitch a été le point de départ d'une réflexion qui s'est poursuivie autour d'autres types de crises au Sahel ou dans la Corne de l'Afrique : quelqu'un a même écrit un jour que la crise du Darfour était la première crise liée au changement climatique !

On s'est donc aperçu qu'une multiplication de facteurs liés à un déséquilibre entre la relation entre l'homme et son environnement pouvait prendre des formes très diverses, en particulier l'augmentation de la pression sur les ressources, signe d'un cycle accéléré de dégradation de l'environnement, de

paupérisation et de vulnérabilité des écosystèmes accentués par la pression démographique, si bien qu'un phénomène météo même habituel, *a fortiori* quand il est exceptionnel, peut engendrer des conséquences terribles.

Tout cela nous a conduits à adopter une approche multirisque : le climat n'étant qu'un des facteurs de la dégradation de l'environnement et des facteurs de risques, il nous faut travailler sur des approches beaucoup plus larges. Nous nous sommes aussi attelés à travailler sur la cohérence des acteurs de l'aide : comment ceux-ci peuvent-ils réduire leur empreinte environnementale qui n'est pas négligeable et en tout cas symboliquement essentielle ? À grand renfort de camions ou d'avions, les systèmes logistiques d'aide alimentaire génèrent des hectolitres d'huile de vidange qui terminent dans les nappes phréatiques, des programmes médicaux gèrent mal leurs fosses d'ensevelissement dans lesquelles se retrouvent quantité de produits potentiellement dangereux, les bases des ONG humanitaires fonctionnent avec des générateurs polluants en bruit et en fumée quand tout le monde autour d'eux est dans le noir, etc. Bref, pourquoi ne pas essayer de trouver des solutions pour ces pollutions, des solutions qui sont tout à fait assimilables financièrement – quoi qu'en disent certains humanitaires – sur des programmes qui s'étalent sur trois, quatre, cinq, voire dix ans ? C'est donc sur ces enjeux-là que nous travaillons aujourd'hui, notamment avec Blanche Renaudin qui anime un réseau d'ONG françaises impliquées sur ces questions. Nous essayons notamment de convaincre nos collègues humanitaires que si ces enjeux demandent des investissements, ceux-ci ne sont pas nécessairement très coûteux : cela commence souvent par une autre façon de faire les choses à partir du moment où l'on a pris la mesure des risques environnementaux. Et d'un autre côté, nous essayons de travailler

à convaincre les bailleurs de soutenir les ONG ayant une démarche de prise en compte de l'environnement, comme l'atteste un rapport très récent auquel nous avons collaboré².

Enfin, nous restons engagés sur tout ce qui concerne les sorties de crises, notamment quand ces dernières ont été le révélateur de déséquilibres environnementaux majeurs, qu'il s'agisse de réfléchir aux parcours pastoraux ou à la reconstruction de barrières protectrices de mangroves contre la « vague cyclonique » qui accompagne bien souvent, quoique plus discrètement, mais de façon encore plus dévastatrice pour les habitats côtiers, les cyclones. Dans le même ordre d'idées, nous nous intéressons beaucoup aux « cygnes noirs » – les *black swans* –, ces événements météo tellement rares qu'ils ne rentrent pas dans les statistiques, si bien qu'on ne sait pas prédire mais qui ont toutes les chances de survenir, entraînant des catastrophes environnementales majeures. Ainsi, nous avons pu observer sur le terrain – aux Philippines ou dans la zone de l'océan Indien – que dans les cinq dernières années, de nombreux événements extrêmes avaient des caractéristiques inconnues : cyclones hors saisons, trajectoires jamais observées, magnitudes encore jamais atteintes. Les outils pour répondre à ces événements restent encore à imaginer : même si tous les efforts de la COP21 [conférence sur le climat qui se tiendra à Paris en 2015, NDLR] sont sanctionnés de succès, on sait d'ores et déjà que la courbe de la dégradation va continuer. Les scientifiques nous disent qu'on est peut-être arrivé au pic de l'irréversibilité de la fonte des glaciers de l'Antarctique, que dans le nord de la Russie le *permafrost* qui est en train de fondre à une rapidité extrême pourrait libérer des quantités autrement supérieures de gaz à effet de serre... Bref, nous sommes à la fois face à des risques majeurs, à des dynamiques catastrophiques extrêmement complexes (urbanisation en dominos, dépendance accrue de nos sociétés envers des « infrastructures

2. Lire, dans ce numéro, l'article de Blanche Renaudin, « De l'intérêt croissant des bailleurs humanitaires pour l'environnement », p. 44-51.

critiques » - réseaux internet, téléphonie, énergie) et à l'inconnu : nous devons prendre la mesure des enjeux de préparation à cette turbulence qui vient et de gestion de ses conséquences. Nous sommes aujourd'hui face à des enjeux environnementaux et climatiques qui demandent d'autres mécaniques de réflexion, notamment de la part des humanitaires. Au Groupe URD, où nous sommes définis comme des « pessimistes constructifs », c'est-à-dire des optimistes bien informés, nous avons commencé à travailler sur ces dossiers.